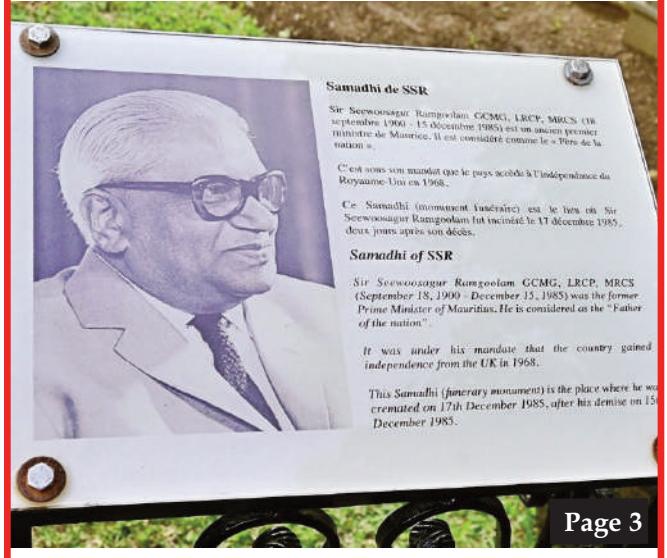


Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108418 Jeudi 18 Décembre 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès



Le Premier ministre Ramgoolam rend hommage à SSR, Père de la Nation



Page 3



Page 3

Le ministre Sukon souligne les réalisations des secteurs de l'enseignement supérieur, des sciences et de la recherche



"Un succès phénoménal": le livre de Nicolas Sarkozy vendu à près de 100.000 exemplaires



Mexique

Un petit avion s'écrase : 10 morts dont 3 enfants

Au Mexique, aucun survivant n'a été retrouvé dans l'épave d'un avion Cessna qui s'est écrasé avec 10 personnes à bord

Le bilan humain d'un drame aérien, lundi au Mexique, est particulièrement tragique. Les secours ont indiqué mardi qu'aucun survivant n'avait été retrouvé dans l'épave d'un avion de tourisme qui s'est écrasé avec 10 personnes à bord.

Le Cessna s'est abîmé vers midi dans une zone industrielle peu avant d'atteindre l'aéroport de la ville de Toluca, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale mexicaine.

L'avion quasi totalement consumé par les flammes « Aucun survivant n'a été localisé » dans l'épave de l'appareil presque entièrement consumé par les flammes, a déclaré un secouriste de la Croix-Rouge locale, qui a demandé à ne pas être identifié car il n'était pas autorisé à s'exprimer.

Un enregistrement déchirant

L'aviation civile a précisé que l'appareil avait décollé de la station balnéaire d'Acapulco avec deux membres d'équipage et huit passagers, dont trois enfants âgés de 2, 4 et 9 ans. « On va s'écraser », entend-on dans un enregistrement attribué à l'un des pilotes, diffusé par les services de secours.

"Un succès phénoménal": le livre de Nicolas Sarkozy vendu à près de 100.000 exemplaires

"Le journal d'un prisonnier" raconte les trois semaines de détention de l'ancien président de la République après sa condamnation dans le procès libyen.

Le livre de Nicolas Sarkozy, *Le Journal d'un prisonnier*, s'est vendu à près de 100.000 exemplaires en moins d'une semaine, a annoncé ce mardi 16 décembre son éditeur Fayard, qui qualifie de "phénoménal" ce succès.

"Numéro 1 des ventes! 'Le journal d'un prisonnier' atteint 98.610 exemplaires vendus quelques jours seulement après sa sortie en librairie! Numéro 1 phénoménal", a indiqué Fayard dans un message posté sur X, en se basant sur les chiffres de l'Institut NielsenIQ GFK sur le marché du livre.

Un livre paru un mois après sa remise en liberté
Sorti le 10 décembre, *Le journal d'un prisonnier* raconte les trois semaines de détention de l'ancien président de la République après sa condamnation dans le procès libyen.

L'ouvrage de 216 pages, édité par une maison d'édition contrôlée par l'homme d'affaires conservateur Vincent Bolloré, est paru exactement un mois après la remise en liberté sous contrôle judiciaire de l'ex-chef de l'État, qui avait été écroué le 21 octobre à la prison parisienne de la Santé.

Nicolas Sarkozy a entamé une campagne de dédicace de son livre, notamment à Paris, Marseille et Menton. Il était attendu mercredi dans une librairie de Versailles.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Royaume-Uni

La BBC va se défendre contre le procès intenté par Donald Trump

Donald Trump a déposé une plainte lundi en Floride contre la BBC, lui réclamant 10 milliards de dollars pour diffamation et violation d'une loi sur les pratiques commerciales trompeuses et déloyales. Le groupe audiovisuel public britannique, accusé d'avoir réalisé un montage vidéo trompeur du président américain avant la présidentielle. La chaîne est accusée de "tromper son public"

Il l'avait annoncé, c'est désormais chose faite. Donald Trump, qui accuse la BBC d'avoir réalisé un montage vidéo trompeur de lui, a porté plainte lundi 15 décembre contre le groupe audiovisuel public britannique. Selon un document judiciaire, le président américain lui réclame 10 milliards de dollars, notamment pour diffamation, alors qu'il y a quelques semaines, il avait affirmé qu'il demanderait "entre un et cinq milliards de dollars".

La plainte, déposée devant un tribunal fédéral de Miami, réclame "des dommages et intérêts d'un montant minimum de cinq milliards de dollars" pour chacun des deux chefs d'accusation : diffamation et violation d'une loi sur les pratiques commerciales trompeuses et déloyales.

"Ils ont littéralement mis des mots dans ma bouche", s'est plaint le milliardaire de 79 ans lundi devant la presse.

"Nous allons nous défendre dans cette affaire", a répondu un porte-parole de la BBC mardi matin, sans faire davantage de commentaire sur la procédure.

La chaîne accusée de "tromper son public"

Le groupe audiovisuel britannique, dont l'audience et la réputation dépassent les frontières du Royaume-Uni, est dans la tourmente depuis des révélations sur son magazine phare d'information "Panorama". Ce dernier a diffusé, juste avant la présidentielle américaine de 2024, des extraits distincts d'un discours de Donald Trump du 6 janvier 2021 montés de telle façon que le républicain semble appeler explicitement ses partisans à attaquer le Capitole à Washington.

Des centaines de ses partisans, chauffés à blanc par ses accusations sans fondement de fraude électorale, avaient pris d'assaut ce jour-là le sanctuaire de la démocratie américaine, pour tenter d'y empêcher la certification de la victoire de Joe Biden.

"La BBC, autrefois respectée et aujourd'hui discréditée, a diffamé le président Trump en modifiant intentionnellement, malicieusement et de manière trompeuse son discours dans le but flagrant d'interférer dans l'élection présidentielle de 2024", a dénoncé lundi un porte-parole des avocats du républicain contacté par l'AFP.

"La BBC a depuis longtemps l'habitude de tromper son public dans sa couverture du président Trump, au service de son programme politique de gauche", a-t-il ajouté.

Au Royaume-Uni, la controverse a relancé le brûlant débat sur le fonctionnement de l'audiovisuel public et son impartialité, alors que le groupe a déjà été bousculé ces dernières années par plusieurs polémiques et scandales.

Une feuille s'envole et finit dans la bouche d'un retraité, il écope de 285 euros d'amende pour l'avoir recrachée

Une feuille au goût amer. Alors qu'il se trouvait dans un parc de Skegness, sur la côte est de l'Angleterre, un retraité de 86 ans a écopé d'une lourde amende, en février 2025. La cause ? Il aurait été aperçu par des agents municipaux crachant une feuille... qui venait d'atterrir dans sa bouche, rapporte la BBC ce mercredi.

Nommé Roy Marsh, l'octogénaire a expliqué s'être arrêté sur le parking du parc pour se reposer. « Alors que j'étais assis là, une rafale de vent a soufflé un gros brin de roseau dans ma bouche. Je l'ai recraché et, juste au moment où je me levais pour m'éloigner, deux hommes se sont approchés de moi », a-t-il affirmé. L'un des agents lui aurait alors expliqué l'avoir vu cracher par terre.

Près de 285 euros d'amende

« Tout cela était inutile et disproportionné », a déploré le retraité, reprochant à l'agent de se comporter comme un « petit garçon stupide ». Résultat : une amende de 250 livres sterling, soit environ 285 euros. Après avoir fait appel de la sanction, Roy Marsh est parvenu à faire réduire la somme à 150 livres (près de 170 euros), mais il a quand même dû la payer.

Il ne serait pourtant pas le seul à avoir vécu une telle mésaventure. Adrian Findley, du conseil du district d'East Lindsey, a indiqué avoir reçu les plaintes d'autres « résidents en colère », victimes de la même expérience. Ces derniers appellent à une application « responsable » de la réglementation sur les déchets.

Etats-Unis : Nick Reiner n'est pas apte à comparaître pour le meurtre de ses parents

Soupçonné d'avoir tué ses parents, le réalisateur Rob Reiner et son épouse, Nick Reiner a été jugé médicalement inapte à comparaître devant un tribunal de Los Angeles

Nick Reiner, 32 ans, fils du réalisateur américain Rob Reiner, a été déclaré médicalement inapte à comparaître mardi devant un tribunal de Los Angeles, où il devait être formellement inculpé pour le meurtre de ses parents. Arrêté dimanche soir et placé en détention provisoire, il devra attendre une autorisation médicale avant toute comparution. Son avocat, Alan Jackson, a précisé que cette étape est obligatoire avant un transfert judiciaire.

« Chaque détenu doit obtenir une autorisation médicale avant de pouvoir être transféré », a expliqué l'avocat à la presse. « L'huissier a indiqué que le bureau du shérif évaluera la situation au jour le jour. Nous espérons donc qu'il sera autorisé (à comparaître) demain (mercredi) et que nous pourrons le faire venir ici », a-t-il ajouté. L'inculpation devrait intervenir dès que l'état de santé du suspect le permettra.

Le mobile du double meurtre encore inconnu

Les corps de Rob Reiner et de son épouse, Michele Singer Reiner, ont été retrouvés dimanche dans leur maison située dans un quartier aisé de Los Angeles. Selon la presse américaine, ils ont été poignardés. Lundi, la police de Los Angeles a affirmé que Nick Reiner « est responsable de leur décès » et a indiqué que le dossier serait transmis au bureau du procureur en vue d'une inculpation formelle. Le mobile du double meurtre demeure inconnu.

Selon le Los Angeles Times, une dispute aurait éclaté la veille entre Nick Reiner et ses parents lors d'une fête. Le suspect est connu pour un long parcours marqué par des addictions et des séjours répétés en cure de désintoxication. Cette expérience avait inspiré le film « Being Charlie » (2015), coécrit par Nick Reiner et réalisé par son père. Cinéaste majeur à Hollywood, Rob Reiner était également engagé politiquement ; lundi, Donald Trump a attribué son meurtre à son anti-trumpisme « enragé », une déclaration qui a provoqué de vives réactions, y compris dans le camp conservateur.

Le Premier ministre Ramgoolam rend hommage à SSR, Père de la Nation

Le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, a rendu hommage au Père de la Nation, Sir Seewoosagur Ramgoolam (SSR), lors d'une cérémonie de dépôt de gerbe qui s'est tenue au Jardin Botanique de la SSR à Pamplemousses.

La cérémonie, organisée pour commémorer le 40e anniversaire du décès de SSR, a réuni des ministres, des ministres délégués, des membres de l'Assemblée nationale, des membres du corps diplomatique ainsi que d'autres personnalités éminentes.

Vie et héritage de Sir Seewoosagur Ramgoolam
Né en 1900, Sir Seewoosagur Ramgoolam (1900-1985) est vénéré comme le Père de la Nation pour son rôle central dans la lutte pour l'indépendance et la construction de l'île Maurice moderne. Après ses études de médecine à Londres, il est retourné à Maurice pour consacrer sa vie au service public et au développement national.

Entre 1940 et 1953, SSR a occupé plusieurs postes politiques locaux clés, y compris ceux de conseiller municipal et de maire de Port Louis. Au fur et à mesure que le pays avançait vers l'indépendance, il a assumé d'importantes responsabilités au sein de l'administration coloniale, en tant que secrétaire au Trésor, ministre des Finances et ministre en chef. En 1965, il est devenu premier ministre et a été fait chevalier par la reine Elizabeth II en reconnaissance de son engagement indéfectible et de plus de trois décennies de service public dévoué à la nation mauricienne.



En tant que chef du Parti de l'indépendance, Sir Seewoosagur Ramgoolam a conduit Maurice à l'indépendance en mars 1968 et est devenu le premier Premier ministre du pays. Il est resté en fonction jusqu'en juin 1982. Au cours de son mandat, Maurice est devenu membre de grandes organisations internationales, dont les Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, renforçant ainsi la présence du pays sur la scène mondiale. En 1976, SSR a présidé l'Organisation de l'unité africaine, soulignant encore davantage son leadership et son influence au niveau continental.

En décembre 1983, Sir Seewoosagur Ramgoolam a été nommé Gouverneur général et Commandant en chef de Maurice, en qualité de représentant de la Reine Elizabeth II. Fervent défenseur de la démocratie, de la justice sociale et de l'unité nationale, il a jeté les bases de l'île Maurice moderne grâce à son engagement en faveur de l'éducation, de la santé et de la protection sociale.

Sa vision et ses valeurs continuent de guider la nation, laissant derrière lui un héritage durable d'unité, de résilience et de service à la population.

L'école St Andrew's remporte le Défi national de l'innovation en matière d'apprentissage et d'IA 2025

L'école St Andrew's a décroché la première place du Défi national d'innovation en matière d'apprentissage et d'intelligence artificielle (IA) et a été honorée, lors d'une cérémonie de remise de prix qui s'est tenue à l'Institut Mahatma Gandhi, à Moka. Le président de la République de Maurice, M. Dharambeer Gokhool, était présent.

Le London College s'est assuré la deuxième place, suivi de la Mootoocoomaren Sungelee State Secondary School en troisième position. Le Queen Elizabeth College s'est classé quatrième, tandis que le St Joseph's College a été classé cinquième.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Vice-président de la République de Maurice, M. Jean Yvan Robert Hungley; du ministre délégué de l'Intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale, M. Kuvalayan Kugan Parapen; du Vice-président principal de Dayforce, M. Vidia Mooneegan; du Directeur général de DoraCrea, M. Vasenden Dorasami; du Président de Mauritius Telecom, M. Sarat Dutt Lallah; ainsi que d'autres personnalités.

Initiative de Dayforce, DoraCrea et Mauritius Telecom, en collaboration avec le Bureau du Président, le ministère de l'Education et des ressources humaines et le ministère des technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, le concours visait à susciter l'intérêt pour la technologie chez les élèves de 6e année (12e année) et à leur donner les moyens de proposer des solutions axées sur l'IA pour relever les défis nationaux. Au total, 69 écoles secondaires à Maurice ont participé, soumettant 94 projets innovants.

Dans son allocution, le président Gokhool a félicité les étudiants pour la qualité et l'impact de leurs projets, soulignant leur créativité, leur imagination et leur potentiel. Il a souligné que l'avenir serait façonné par l'intelligence artificielle, ancrée dans des valeurs éthiques fortes et l'intégration humaine, avec les jeunes à l'avant-garde de l'économie mauricienne. Rappelant la genèse du défi, le président a souligné que l'initiative vise à préparer les jeunes à embrasser le changement technologique avec courage, responsabilité, intégrité et prévoyance. Il a noté que ce défi mettait à l'épreuve la capacité des jeunes à utiliser l'intelligence artificielle de manière responsable, créative



et significative pour résoudre de véritables problèmes nationaux, avec des résultats sans équivoque.

Le président Gokhool a également déclaré que les étudiants avaient démontré que la transformation ne se limite pas aux conseils d'administration ou aux décideurs politiques, mais peut être guidée par l'éthique grâce à des partenariats public-privé-personnes efficaces. Il a encouragé les étudiants à continuer d'utiliser la technologie pour concevoir, construire et innover, en appliquant leur imagination et leur résilience pour relever les défis de la vie réelle dans tous les secteurs.

Pour sa part, M. Mooneegan a félicité les étudiants pour leurs idées innovantes et a souligné l'importance de tirer parti de l'intelligence artificielle pour transformer Maurice en une nation axée sur les solutions. Il a appelé les parties prenantes à soutenir et à développer davantage les idées présentées, soulignant que les jeunes ont le potentiel de positionner Maurice comme un centre numérique dans la région.



Le ministre Sukon souligne les réalisations des secteurs de l'enseignement supérieur, des sciences et de la recherche

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la science et de la recherche, le Dr Kaviraj Sharma Sukon, a présenté les réalisations de son ministère au cours des 12 derniers mois, lors d'une conférence de presse tenue à Ebène. Il a qualifié l'année écoulée de transformatrice pour l'enseignement supérieur, la science et la recherche à Maurice.

Le ministre a parlé de l'étape importante franchie par le secteur de l'enseignement supérieur pour façonner une image dynamique de Maurice à l'échelle internationale. L'île Maurice est classée première en Afrique subsaharienne pour l'innovation.

Maurice est également le premier défi régional d'innovation organisé par le Conseil de la recherche et de l'innovation de Maurice. Alors que dans l'Indice mondial de l'innovation 2025, le pays a grimpé de deux places pour se classer 53e au niveau mondial et parmi les économies à revenu intermédiaire supérieur dans le monde, il se situe à une impressionnante sixième place.

En ce qui concerne l'excellence académique, le Dr Sukon a indiqué que deux livres ont été lancés par l'Université de Technologie et s'est réjoui que deux universitaires mauriciens aient été nommés parmi les 2% de scientifiques les plus éminents dans le monde.

En ce qui concerne l'engagement pris par le gouvernement de veiller à l'éducation pour tous, le ministre a indiqué que plus de 35 000 étudiants étaient inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur



publics. Il a souligné que, dans le cadre du programme d'enseignement supérieur gratuit, qui bénéficiait à 51 289 étudiants, quelque 3,7 milliards de roupies avaient été déboursées en juin 2025. Il a rappelé qu'environ 7 000 étudiants avaient obtenu leur diplôme cette année.

À cet égard, le ministre a rappelé qu'une nouvelle voie d'admission à l'université a été introduite afin que les étudiants puissent désormais se qualifier avec trois crédits au niveau du certificat scolaire plus 2 niveaux A.

En outre, le ministre Sukon a fait observer que des modifications d'ensemble de la loi sur l'enseignement supérieur avaient été apportées pour moderniser les cadres réglementaires afin de faire de Maurice un chef de file régional de l'enseignement supérieur, notamment par

l'adoption de systèmes de crédits plus souples, la reconnaissance des microdiplômes, le passage à l'accréditation institutionnelle et l'inscription dans la loi du Code de qualité de l'enseignement supérieur de Maurice.

Parmi les autres réalisations clés, on peut citer : l'élaboration d'une vision décennale pour l'enseignement supérieur, la science et la recherche; la publication de lignes directrices officielles sur l'utilisation de l'IA dans l'enseignement supérieur par la Commission de l'enseignement supérieur, faisant de Maurice le premier pays d'Afrique à disposer d'un cadre aussi complet; la modification de neuf sections de la loi sur l'enseignement supérieur, et la création de partenariats avec QAA UK et Hcéres France, qui positionnent maintenant Maurice comme une porte d'entrée vers l'éducation britannique et française en Afrique.

Lancement de la campagne pour la sécurité numérique à l'occasion de la Journée internationale des droits humains

Une campagne de sécurité numérique a été lancée à Voilà Bagatelle dans le cadre de la commémoration nationale de la Journée internationale des droits de l'Homme. L'événement a également marqué la conclusion des 16 journées mondiales d'activisme contre la violence basée sur le genre, observées sous le thème « UNITE pour mettre fin à la violence numérique contre toutes les femmes et les filles ».

La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre de l'Egalité des Genres et de la protection de la famille, Mme Marie Arianne Navarre-Marie; du ministre de l'Education et des ressources humaines, M. Mahend Gungapersad; du ministre des Technologies de l'information, de la communication et de l'innovation (TIC), M. Avinash Ramtohul; de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Simrique Singh; et de la Médiatrice pour les enfants, Mme Aneeta Ghoorah; ainsi que de plusieurs autres personnalités.

Organisée par le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies à Maurice, en collaboration avec le ministère de l'égalité des sexes et de la protection de la famille, le Ministère des TIC, le ministère de l'Education et des ressources humaines et le Bureau du Médiateur pour les enfants, la campagne vise à promouvoir un engagement numérique sûr et responsable parmi les jeunes, les familles et la population.

Le lancement comprenait la pub-



lication d'un livret et d'une série de bobines vidéo sur la sécurité numérique conçues pour les enfants, les adolescents et les parents. Ces documents présentent DIVA, la personnalité numérique officielle du ministère des TIC qui diffuse des messages axés sur l'IA promouvant un comportement en ligne respectueux et sécurisé.

Dans son allocution, la ministre Navarre-Marie a souligné l'urgence de protéger les enfants à une époque où les jeunes passent de longues heures en ligne dès leur plus jeune âge. Bien que le monde numérique offre de précieuses possibilités d'apprentissage, il expose également les enfants à des risques importants, a-t-elle déclaré. Les cybermenaces, a-t-elle averti, peuvent gravement affecter les individus et les familles, portant atteinte à la dignité et au bien-être.

Selon elle, il est nécessaire de renforcer la résilience numérique, de sensibiliser à la manipulation, à la désinformation et au contenu inapproprié, et de créer un environnement en ligne sûr pour tous les enfants. La campagne incarne un engagement à faire en sorte que chaque enfant puisse étudier, communiquer et jouer en ligne sans crainte, a-t-elle déclaré.

Le ministre Gungapersad a souligné que les femmes et les enfants demeurent statistiquement les plus vulnérables aux menaces numériques. À cet égard, il a souligné l'importance de la sensibilisation et de la communication responsable, notant que la sécurité numérique est essentielle à la santé mentale et au bien-être général.

Pour le Dr Ramtohul, l'augmentation du nombre de cybercrimes, avec une moyenne de 17 cas enregistrés quotidiennement, est un appel à des protec-

tions renforcées. Avec 82,5 % de la population connectée à Internet et plus de 70 % active sur les plateformes de médias sociaux, il a présenté les mesures gouvernementales, à savoir CyberCOP pour réglementer l'accès en ligne des enfants, les cadres réglementaires de l'IA et les mécanismes améliorés de traçage des cyberdélinquants. La ministre a exhorté les parents à agir de manière responsable et à s'abstenir de divulguer les renseignements personnels de leurs enfants en ligne. Il a également réaffirmé l'intention du Gouvernement de faire des droits numériques un droit fondamental pour chaque Mauricien.

Évoquant le rôle intégral de la technologie dans la vie quotidienne, Mme Ghoorah a souligné la nécessité de protéger les enfants contre les risques en ligne. Elle a appelé toutes les parties prenantes, y compris les secteurs public et privé, les écoles et les parents, à contribuer à un écosystème numérique plus sûr. Ces campagnes permettent aux enfants de comprendre leurs droits, de demander de l'aide en cas de besoin et de naviguer dans le monde numérique en toute sécurité, a-t-elle déclaré.

Le Coordonnateur résident des Nations Unies a souligné l'importance de la sauvegarde des droits de l'homme dans une société de plus en plus numérique. Mme Singh a salué les efforts déployés par le gouvernement pour garantir un accès numérique universel tout en renforçant la sécurité en ligne. Elle a exprimé l'espérance que Maurice émergera comme un leader régional en matière de protection numérique.

Le Fonds africain de développement mobilise un montant historique de 11 milliards de dollars

La contribution d'un nombre accru de pays africains au Fonds africain de développement (FAD) est particulièrement remarquée. L'Afrique n'est plus seulement bénéficiaire, elle « est désormais co-investisseur dans son propre avenir », a déclaré Sidi Ould Tah, président de la Banque africaine de développement. Seuls cinq États avaient participé au précédent cycle de financement. Cette fois-ci, ce sont 19 pays du continent qui engagent plus de 180 millions de dollars.

Une autre nouveauté est la mobilisation des pays arabes à travers la Banque arabe de développement ou encore le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, à travers des mécanismes de cofinancement qui pourraient atteindre 2,8 milliards de dollars.

Le FAD réalise également un changement structurel. Il aura désormais la possibilité d'emprunter sur les marchés. Parmi les objectifs, il souhaite « absorber les risques, débloquer les investissements privés et accélérer le développement à grande échelle. »

Les priorités du FAD restent l'investissement dans l'énergie, la sécurité alimentaire et l'intégration régionale.

L'Union européenne renonce au tout-électrique à partir de 2035

La Commission européenne a proposé mardi (16.12.25) des modifications à la réglementation interdisant les nouveaux moteurs à combustion interne à partir de 2035. Cette proposition fait suite aux pressions des gouvernements et des constructeurs automobiles en difficulté.

Les constructeurs pourront continuer à vendre une part limitée de voitures neuves équipées de moteurs thermiques ou hybrides, sous réserve de respecter de multiples conditions, notamment de compenser les émissions de CO2 qui découlent de ces "flexibilités", a précisé la Commission européenne.

En assouplissant l'objectif pour 2035, l'Union européenne ne renonce pas à ses ambitions climatiques, mais adopte une approche "pragmatique" face aux difficultés rencontrées par l'industrie automobile, a défendu le commissaire européen Stéphane Séjourné, qui a piloté ce plan.

Avec cette mesure, l'UE est sur le "bon chemin", a approuvé le chancelier allemand Friedrich Merz.

Le chancelier allemand Friedrich Merz a mené les arguments contre l'interdiction, invoquant la faible demande de véhicules électriques (VE) en Europe et la domination des constructeurs automobiles chinois dans le secteur des VE.

"Signal clair" en provenance de Berlin

Selon Friedrich Merz, le revirement de Bruxelles fait suite à un "signal clair" envoyé par Berlin.

"Une plus grande ouverture à la technologie et une plus grande flexibilité sont les mesures appropriées à prendre afin de mieux aligner les objectifs climatiques, les réalités du marché, les entreprises et les emplois", a déclaré Friedrich Merz mardi.

La proposition prévoit une réduction maximale de 90% des émissions par rapport aux niveaux de 2021, au lieu de 100%, les 10% restants étant "compensés" de différentes manières.

L'UE a déclaré que cette flexibilité favorisera le développement de différentes technologies qui, sans être zéro émission, s'en approchent.

AIN Explosion d'un bâtiment de quatre étages

Le corps d'une femme a été retrouvé mardi soir à Trévoix dans l'Ain, au lendemain de l'explosion d'un immeuble de quatre étages qui a fait deux autres victimes, des garçons de 3 et 5 ans, ont indiqué mercredi les secours. « La victime manquante a été retrouvée décédée peu après 20 h 00 dans les décombres par les sapeurs pompiers », ont indiqué les secours dans un communiqué, précisant qu'il s'agit d'une femme.

Selon les secours, « des moyens supplémentaires déployés mardi ont permis de lancer des recherches afin de retrouver une personne portée manquante, ainsi que de procéder à des reconnaissances de sécurité dans les bâtiments environnants », ont précisé les secours. « La personne a été retrouvée après une heure trente (de fouilles) avec les pelleteuses », a détaillé auprès de l'AFP une source secouriste.

Lors d'une visite sur les lieux mardi, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez avait déclaré qu'une personne « manque à l'appel, qui était probablement occupante d'un des logements ». Deux frères âgés de 3 et 5 ans avaient été retrouvés lundi dans la soirée sous les

décombres, en arrêt cardio-respiratoire et n'avaient pas pu être réanimés.

13 personnes ont été hospitalisées en urgence relative. Outre les trois décès, 13 personnes ont été hospitalisées en urgence relative, 53 autres ont été prises en charge pour des blessures légères ou en cellule psychologique, selon le bilan des secours.

Les gendarmes sont chargés d'une enquête menée sous l'égide du parquet de Bourg-en-Bresse pour déterminer les causes de l'explosion qui a eu lieu vers 17h30 lundi au rez-de-chaussée de l'immeuble. Le maire de Trévoix, Marc Péchoux, a évoqué devant la presse la piste d'une explosion due au gaz mais le parquet a souligné mardi dans un communiqué qu'à ce stade, les causes exactes n'étaient « pas encore déterminées avec certitude ».

Au total 22 appartements et 7 maisons individuelles sont désormais inhabitables. Mardi, les propriétaires de 14 maisons ont pu regagner leur domicile, qui présentent « des dégâts mineurs », selon les secours.

Ukraine

Trump pense que la paix est imminente

De leur côté, les Européens sont optimistes après la deuxième journée des pourparlers de paix à Berlin entre les Washington et Kiev.

Le président américain est toujours confiant sur une sortie de crise en Ukraine. Donald Trump a assuré lundi qu'un accord n'avait « jamais » été aussi « proche », après s'être entretenu avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky et plusieurs dirigeants européens. « Nous sommes plus proches aujourd'hui que nous n'avons jamais été » d'un accord mettant fin à la guerre avec la Russie, a-t-il déclaré dans le Bureau ovale.

De son côté, Volodymyr Zelensky s'est félicité de « progrès » dans les négociations avec Washington. Les pourparlers entre les États-Unis et l'Ukraine menés dimanche et lundi à Berlin offrent une « vraie chance pour un processus de paix » avec la Russie a estimé Friedrich Merz. Le chancelier allemand ajoute que Washington a présenté un ensemble « remarquable » de garanties de sécurité pour Kiev. Ce format Ukraine-USA-Europe constitue une première depuis la présentation d'un plan américain en novembre, jugé trop favorable à Moscou sur le Vieux continent.

Après ces deux journées de négociations dans la capitale allemande, les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner, gendre de Donald Trump, ont participé lundi soir à la réunion des dirigeants européens autour de Volodymyr Zelensky.

« Force multinationale »

Dans le même temps, les dirigeants européens ont proposé de diriger en Ukraine une « force multinationale » et de soutenir de manière « durable » l'armée ukrainienne, limitée à 800 000 soldats, selon une déclaration transmise par le gouvernement allemand. Cette « force multinationale pour l'Ukraine » serait « composée de contributions de nations volontaires, et soutenue par les États-Unis ». Le document a été signé par les dirigeants allemand, français, britannique, danois, néerlandais, finlandais, norvégien, italien, polonais, suédois et de l'UE, mais pas par les États-Unis.

Ces responsables européens disent s'être entendus avec les États-Unis pour « travailler ensemble pour fournir à l'Ukraine des garanties de sécurité solides et des mesures de soutien à la reprise économique dans le cadre d'un accord visant à mettre fin à la guerre ». Cela inclurait de « soutenir l'Ukraine dans la constitution de ses forces armées, qui devraient rester à un niveau de 800 000 soldats en temps de paix ». Ils évoquent aussi « un mécanisme de surveillance et de vérification du cessez-le-feu dirigé par les États-Unis ».



La question des concessions territoriales

Le document souligne qu'il appartient « désormais à la Russie de montrer sa volonté d'œuvrer en faveur d'une paix durable ». Selon le même texte, Moscou doit « démontrer son engagement à mettre fin aux combats en acceptant un cessez-le-feu ». Moscou refuse jusqu'ici, réclamant notamment que l'Ukraine lui cède d'abord les territoires du Donbass (est) qu'elle contrôle encore. Mais le document n'aborde pas l'épineuse question de concessions territoriales de la part de l'Ukraine, les Européens insistant sur le fait que les « frontières internationales ne doivent pas être modifiées par la force ».

« Il existe des questions complexes, en particulier celles concernant les territoires (...). Pour le dire franchement, nous avons encore des positions différentes » avec les États-Unis, a affirmé Volodymyr Zelensky.

Les Européens s'engagent en outre à « investir dans la prospérité de l'Ukraine ». Cela passerait notamment par la mise à disposition de « ressources importantes pour la reprise et la reconstruction » et des réparations versées par la Russie. L'UE cherche en effet à s'entendre sur le recours aux dizaines de milliards d'avoirs russes gelés, essentiellement en Belgique pour aider Kiev. Mais le blocage demeure, notamment car le gouvernement belge craint des représailles.

Ils évoquent aussi leur soutien au président ukrainien Volodymyr Zelensky « s'il devait consulter son peuple » sur ce sujet. Enfin, ils affirment soutenir « fermement l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne ».

Le Kremlin a dit lundi attendre d'être informé par Washington des résultats des pourparlers de Berlin, tout en promettant la veille de « fortes objections ».

La Thaïlande demande que le Cambodge annonce en premier un cessez-le-feu

En attendant que le Cambodge remplisse ses conditions, la Thaïlande bloque notamment les livraisons de carburant à son voisin. Et Laos en fait indirectement les frais.

Les trois conditions posées par le ministère thaïlandais des Affaires étrangères, préalables à un complet cessez-le-feu le long de la frontière, sont simples et claires. Elles sont ainsi énoncées car Bangkok se dit échaudée par les déclarations passées de l'ennemi, rarement suivies d'effet. La Thaïlande reproche notamment au Cambodge de s'en être notamment pris récemment, « aveuglément », à des civils. Le porte-parole du ministère a indiqué que le ministre avait écrit au Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme pour exprimer sa préoccupation concernant des violations présumées. Côté thaïlandais, on conteste la fermeture des points de passage terrestres entre les deux pays, violation du droit international qui fait des civils des parties prenantes au conflit. Et l'on se défend encore d'avoir attaqué des sites historiques, expliquant qu'il s'agit de caches d'armes et de positions d'embuscade. Concernant justement les armes cambodgiennes, l'armée thaïlandaise annonce en avoir saisi un important stock de fabrication chinoise sur une colline : grenades, lance-grenades, munitions, lance-roquettes.

Trouver une approche pacifique à la résolution du conflit

De son côté, le ministre thaïlandais de la Défense affirme que le conflit ne se prolongera pas. Pour en être sûr, la Thaïlande impose au Cambodge des restrictions sur les approvisionnements, notamment en carburant. « Nous n'utilisons ni la force ni les armes pour nous détruire mutuellement, explique-t-il. Ces mesures visent à restreindre la capacité opérationnelle du Cambodge à agir contre la Thaïlande. Toute approche pacifique per-

mettant de garantir que le Cambodge cesse son hostilité est probablement la meilleure voie à suivre. »

Le Laos, victime collatérale du conflit

Les mesures de blocage des exportations de carburant et d'équipements militaires font une victime collatérale : le Laos. La Thaïlande aurait entre les mains des rapports de renseignement qui affirment que les livraisons sont détournées vers le Cambodge. Autre constat qui a mis la puce à l'oreille des services de renseignement thaïlandais, 180 camions-citernes ont pris la direction du Laos en cinq jours contre 280 sur l'ensemble du mois de novembre. Alors les exportations vers le Laos sont à leur tour bloquées.

« La Thaïlande ne souhaite pas nuire au Laos, s'excuse le porte-parole du ministère de la Défense. Nous comprenons clairement que la situation actuelle ne concerne que deux pays. Aucun autre pays n'est impliqué. Nous présentons nos excuses au peuple laotien touché. Nous mettons en œuvre ces mesures aussi rapidement et prudemment que possible afin de minimiser l'impact sur les civils. »

Au cœur de l'instabilité, Anutin Charnvirakul se dit prêt à continuer à gouverner

Le ministère des Affaires étrangères conclut par ces mots, à destination de ses homologues de l'ASEAN : « la Thaïlande est transparente ; nous n'avons rien à cacher. »

Au cœur de cette instabilité grandissante, la date des élections législatives thaïlandaises a été arrêtée au 8 février. Le Premier ministre désormais intérimaire, Anutin Charnvirakul, a affirmé que son parti, aujourd'hui très minoritaire, était prêt à gouverner. « Avec qui ? », lui a-t-on demandé. « Il est encore trop tôt pour le dire », a-t-il répondu.

La France réclame des garanties robustes pour Kiev

La France a de nouveau réclamé l'établissement de «garanties de sécurité robustes» pour Kyiv avant d'aborder l'épineuse question des territoires ukrainiens dont la cession est exigée par Moscou, a indiqué mardi l'entourage d'Emmanuel Macron après des réunions sur la question à Berlin.

«Nous souhaitons d'abord des garanties de sécurité robustes avant toute discussion sur les territoires», a ajouté cette source.

«Nous avons progressé sur la question des garanties, sur la base du travail accompli par la coalition des volontaires, grâce à une clarification des modalités du soutien américain», a indiqué l'entourage du président français.

Le président américain Donald Trump, qui a maintes fois promis d'obtenir une paix rapide en Ukraine, veut un arrêt des combats coûte que coûte. Il a multiplié les signes d'agacement vis-à-vis de Kyiv, alors que son pays est un soutien clé face à l'invasion russe débutée en 2022.

Un plan américain pour l'Ukraine, présenté en novembre, avait été jugé très favorable à Moscou, et Kyiv ainsi que les Européens s'efforcent depuis de le remanier.

Dimanche et lundi, le président ukrainien Volodymyr

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Mehtaab Ally CHAUMUN, electing his legal domicile in the office of Me. Afzal AGOWAN, Attorney at Law of Bahemia Building, 56, Sir William Newton St, Port Louis, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his names Mehtaab Ally into that of Ally, so that in the future he shall bear the name and surname of Ally CHAUMUN. Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 15th day of December 2025.

**Mr Mehtaab Ally CHAUMUN
Applicant**

Zelensky a négocié à Berlin avec les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner, gendre de Donald Trump, pour tenter d'aboutir à un compromis.

Un dîner de travail était ensuite prévu entre eux et des dirigeants européens, dont le premier ministre britannique Keir Starmer et le président français.

Avoirs russes

La question des territoires reste un des grands blocages.

La Russie revendique l'annexion de plusieurs régions ukrainiennes, qu'elle ne contrôle pas toutes entièrement, et Donald Trump voudrait que Kiev accepte de céder une partie de ses territoires.

Le Donbass, bassin industriel de l'est, est une des priorités du Kremlin. Mais la zone constitue un symbole et une barrière protectrice importante pour le reste de l'Ukraine, car le front y est très fortifié.

La protection accordée à Kiev est un autre paramètre essentiel dans ces discussions. Les dirigeants européens ont proposé lundi une «force multinationale pour l'Ukraine».

En parallèle, l'UE cherche à enfin s'entendre sur un recours aux dizaines de milliards d'avoirs russes gelés, essentiellement en Belgique, pour aider l'armée ukrainienne et la reconstruction. Mais le blocage demeure, notamment car le gouvernement belge craint des représailles.

La question sera l'un des grands enjeux du prochain sommet européen prévu à Bruxelles à partir de jeudi.

Selon l'entourage d'Emmanuel Macron, «sur le financement du soutien civil et militaire à l'Ukraine, nous sommes neutres sur la solution à adopter dès lors qu'elle donne à l'Ukraine la visibilité nécessaire pour tenir dans la durée».

«Nous avons déjà sécurisé pour une durée allongée l'imobilisation des actifs russes, ce qui est un signal clair», a précisé cette source.

France/ Dermatose

Le Premier ministre demande une accélération de la vaccination

Pour tenter de désamorcer la colère des agriculteurs, le gouvernement promet une accélération de la vaccination contre la dermatose nodulaire contagieuse dans le Sud-Ouest, avec 750 000 bovins supplémentaires ciblés et le recours à des vétérinaires militaires.

«Dans les semaines qui viennent, il faut que l'intégralité (de ce) cheptel soit vacciné et nous nous y employons» pour juguler la propagation de la maladie, a annoncé mardi soir la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, à la sortie d'une réunion à Matignon.

Cet objectif vient affiner la fourchette de 600 000 à 1 million d'animaux supplémentaires devant être vaccinés, jusqu'ici évoquée par le ministère. Plus tôt, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, avait déjà promis «d'accélérer» la vaccination, pour rassurer les éleveurs très mobilisés dans le Sud-Ouest contre la gestion de cette crise par le gouvernement.

La vaccination, un défi logistique

«Mais pour ça, il faut absolument qu'on ait les doses de vaccins disponibles et qu'on arrête de courir après les doses comme on est en train de le vivre en ce moment», prévient Yohann Barbe, président de la FNPL (producteurs de lait).

Car cette campagne vaccinale représente un défi logistique majeur, les doses devant être acheminées vers les dix départements situés à l'intérieur d'un «cordon sanitaire» : l'Ariège, le Lot, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, le Gers, les Landes, les Pyrénées-Atlantiques, l'Hérault et le Tarn.

Un stock de 500 000 vaccins, fourni par le ministère de l'Agriculture, est déjà en cours d'acheminement vers le Sud-Ouest, et «une première livraison de 400 000 doses», issues d'une commande réalisée la semaine dernière auprès des Pays-Bas, sera acheminée prochainement, a détaillé Annie Genevard.

En plus des vétérinaires des services de l'État, le gouvernement mobilisera pour les injections des vétérinaires volontaires (libéraux, retraités ou en activité), des vétérinaires militaires (parmi les 70 en service) et des élèves vétérinaires.

Blocage des routes

Au total, 113 foyers de dermatose nodulaire contagieuse ont été recensés en France, depuis l'apparition de la maladie en juin en Savoie. Mais à ce jour, «il n'y a plus de foyers infectieux», a assuré la ministre.

Plus de 3 300 bêtes ont été abattues sur un cheptel bovin de quelque 16 millions bovins.

La Confédération paysanne a appelé mardi soir «à amplifier et durcir les mobilisations», estimant que le gouvernement ne répondait pas à ses revendications (l'ouverture vaccinale sur toute la France et la fin de l'abattage total dès la détection d'un cas).

«Il n'y a pas grand chose qui a changé», a réagi Jérôme Bayle, figure du mouvement agricole de 2024, sur BFMTV. «On s'oppose fermement à l'abattage total du moment qu'on a vacciné», a-t-il souligné depuis un point de blocage de l'A64.

Mardi, au septième jour de mobilisation, plusieurs axes routiers et ferroviaires étaient bloqués dans le Sud-Ouest à l'appel des syndicats Coordination rurale, radicale et parfois ouvertement proche de l'extrême droite, et Confédération paysanne, classée à gauche.

En fin d'après-midi, 75 actions étaient recensées par le ministère de l'Intérieur, mobilisant 3 400 personnes. Dans la nuit, des agriculteurs ont aspergé la préfecture du Gers de lisier à Auch, a rapporté la chaîne BFMTV.

Après avoir entravé le trafic ferroviaire entre Toulouse et Narbonne toute la journée de mardi, des éleveurs ont investi l'autoroute A61, stoppant le trafic dans le sens Carcassonne-Toulouse.

Au niveau de Cestas, au sud de Bordeaux, l'A63 est bloquée dans les deux sens, perturbant notamment le trafic des poids lourds en provenance d'Espagne.

Ligue 1Lens 2 Nice 0

Lens domine Nice et reste leader du championnat

Grâce à un doublé d'Odsonne Edouard, Lens s'est imposé contre Nice (2-0) dimanche au stade Bollaert pour s'assurer de terminer l'année 2025 en tête de la Ligue 1 au terme d'une première partie de saison de rêve.

Avec 37 points, les Sang et Or comptent une unité de plus que le Paris Saint-Germain au sortir de la 16e et dernière journée de championnat avant la trêve hivernale. Loin devant Nice (13e, 17 pts), qui enchaîne une neuvième défaite de suite toutes compétitions confondues.

Alors que Joseph Oughourlian, actionnaire majoritaire du club de l'Artois, venait d'annoncer l'acquisition du stade Bollaert-Delelis contre 27 millions d'euros versés à la ville de Lens, sa formation a montré, une nouvelle fois, que son antre était synonyme de forteresse cette saison avec une sixième victoire en sept matches. Odsonne Édouard (15e, 57e), d'un doublé, a remis Lens sur le toit de la Ligue 1 et laissé Nice dans son marasme.

Même si la copie n'a pas été des plus savoureuses, la liaison Udo-Édouard a fonctionné sans grésillements sur "Radio Lens". Déjà passeur à Nantes une semaine plus tôt (2-1), le premier, qui postule un peu plus à une pige en équipe de France, a délivré deux centres magi-

niques pour le second.

D'abord au quart d'heure de jeu, quand Lens n'avait jusqu'ici, pas montré grand-chose, pour une tête décroisée du buteur (15e). Puis à l'heure de jeu, alors que le bateau artésien se heurtait à quelques vagues azuréennes (57e). Le septième but cette saison de l'ancien du Celtic Glasgow, artilleur en chef d'un leader lensois qui aurait pu voir son match de la Sainte-Barbe (patronne des mineurs), tourner mal.

Nice, l'archétype du patient malade

Car Nice est certes une bête malade, mais une bête qui respire encore. Dans un soir où le déchet technique a longtemps limité le relief de la partie, la clique de Franck Haise a sollicité Robin Risser plus que de raison.

Le gardien de la meilleure défense de l'Hexagone (13 buts concédés) a miraculeusement repoussé du pied une tentative de Hicham Boudaoui (37e), avant de se détendre à deux reprises, à nouveau face à Boudaoui (47e) puis Isak Jansson (48e) quand le cuir filait vers sa lucarne.

La dynamique de l'un reflétant le naufrage de l'autre, Lens a mis fin au suspense lorsque les partenaires de Sofiane Diop semblaient les plus proches du but. Ainsi



va la vie de deux formations que tout oppose, sur le terrain comme au classement, et le nouveau quotidien de l'entraîneur du Gym Franck Haise, autrefois prophète dans le bassin minier dont les Aiglons reculent encore d'une place au classement.

Avec cette neuvième victoire en dix rencontres, Lens s'est assuré le luxe de passer les fêtes de fin d'année dans le fauteuil de leader. Le tout avec dix points d'avance devant Lyon, cinquième. Pour une formation qui affiche désormais ses ambitions européennes, le matelas pour profiter de Noël sera très confortable.

Lyon 1 Le Havre 0

Sulc délivre Lyon face au Havre



Un but du Tchèque Pavel Sulc a offert la victoire à Lyon face au Havre (1-0) dimanche à domicile, lors de la 16e journée de Ligue 1, un résultat qui permet à l'OL de s'accrocher au Top 5.

L'Olympique lyonnais, également en tête de la phase de ligue de la Ligue Europa, devance Rennes à la différence de buts (+6 contre +3). Le HAC descend à la 15e place.

Ce court succès suffit au bonheur de l'équipe rhodanienne marquée physiquement par son match contre les Néerlandais de Go Ahead Eagles gagné jeudi (2-1) et l'accumulation de rencontres pour un effectif manquant de profondeur.

L'entraîneur Paulo Fonseca avait ainsi peu de solutions pour opérer des rotations face au Havre avec les indisponibilités de l'Américain Tanner Tessmann (blessé) et de l'Anglais Ainsley Maitland-Niles (suspension).

Cette cinquième place en Ligue 1 avant la trêve est une satisfaction compte tenu des restrictions budgétaires imposées cet été par la DNCG, le gendarme financier du football français qui avait dans un premier temps rétrogradé le club en Ligue 2 avant qu'il ne soit repêché.

"Etre dans les places européennes et en tête en Ligue Europa à mi-saison est vraiment positif surtout après avoir perdu cet été des joueurs offensifs décisifs comme Alexandre Lacazette, Georges Mikautadze, Rayan

Cherki, Thiago Almada mais aussi Malick Fofana resté au club mais qui s'est blessé. Et aussi, Ernest Nuamah en convalescence", a rappelé Fonseca.

Mais le directeur technique Matthieu Louis-Jean et son équipe ont su être malins dans le recrutement pour monter un effectif cohérent.

A l'image de la signature de Pavel Sulc qui a donné l'avantage aux Lyonnais en début de seconde période en reprenant d'une tête plongeante un centre du Portugais Afonso Moreira (52).

C'est le 6e but en Ligue 1 de l'international tchèque (18 sélections), arrivé cet été pour 7,5 millions d'euros en provenance de Viktoria Plzen (1ère div. tchèque). Il en a inscrit également un en Ligue Europa.

En première période, Pavel Sulc aurait déjà pu ouvrir la marque mais sa frappe pas assez appuyée n'avait pas trompé le gardien Mory Diaw (44e).

Greif repousse un penalty

La première période a été assez peu animée, hormis une reprise de la tête de l'Uruguayen Martin Satriano sur la barre (2e) ou encore une tentative de Moreira de peu à côté (32e). Diaw a aussi arrêté une reprise de la tête du Néerlandais Hans Hateboer (42e).

Le portier havrais s'est encore interposé sur une reprise de la tête de Corentin Tolisso (48e), avant que Morton, pourtant bien placé, n'envoie le ballon au-dessus quelques minutes plus tard (55e).

Le Brésilien Abner a aussi été proche d'ajouter un deuxième but à la réception d'un corner (77e).

A défaut de doubler la mise, l'OL a pu compter sur son gardien slovaque Dominik Greif, arrivé cet été de Majorque (1ère div. espagnole) pour 4 millions d'euros, qui a été l'autre homme clé du succès lyonnais.

Il a repoussé un penalty tiré par Issa Samaré accordé pour une faute de Morton sur Gautier Lloris, avant que Samaré ne manque le cadre sur sa reprise (38e).

Il a également été décisif sur un tir d'Ally Samatta qu'il a renvoyé du pied (68e) sauvant l'OL de l'égalisation comme il a détourné un tir de Noam Obougou-Jacquet (81e).

Strasbourg 0 Lorient 0

Le Racing n'y arrive toujours pas et concède un vilain nul



Pour le compte de la 16e journée de Ligue 1 Mc Donald's, le Racing Club de Strasbourg recevait le Football Club de Lorient. Le dernier match en championnat de l'année et malgré une possession de balle et une bonne deuxième période, les joueurs de Rosenior terminent avec un match nul (0-0).

Pour le compte de la 16e journée de Ligue 1 Mc Donald's, le Racing Club de Strasbourg recevait le Football Club de Lorient.

Contre performance pour le Racing

Malgré une possession de balle pour le Racing, les joueurs de Rosenior n'ont pas trouvé le chemin des filets (0-0). Lorient discipliné tactiquement prend un point en Alsace et le Racing n'arrive plus à gagner en championnat. Prochain rendez-vous, jeudi 18 décembre en Ligue Conférence face à Breidablik à 21h00 et en Coupe de France dimanche 21 décembre à 14h45 face à Dunkerque. Le championnat reprendra ses droits le 3 janvier à 19h face à l'OGC Nice.

Carabao CupChelsea 3 Cardiff City 1

Chelsea se fait peur contre Cardiff mais rejoint les demi-finales

Chelsea a validé son billet pour les demi-finales de la Carabao Cup en s'imposant sur la pelouse de Cardiff City (1-3), mardi soir. Longtemps accroché par une valeureuse équipe galloise, le club londonien a fait la différence en seconde période grâce à l'impact de ses entrants et à une fin de match maîtrisée.

Dès l'entame, les Blues prennent le contrôle du jeu mais se heurtent à un Nathan Trott inspiré. À la 31e minute, Marc Guiu est parfaitement servi à travers la défense et frappe sans contrôle, mais le portier de Cardiff réalise un superbe arrêt sur sa droite pour maintenir le score vierge. Malgré plusieurs situations intéressantes, Chelsea manque d'efficacité et rentre aux vestiaires sans avoir trouvé la faille.

Les remplaçants font le Job

Conscient des difficultés de son équipe, Enzo Maresca change la physionomie du match dès la pause en lançant Alejandro Garnacho et João Pedro, avant de faire entrer Pedro Neto à l'heure de jeu. Les occasions se multiplient alors. À la 54e minute, Garnacho pense ouvrir le score après une belle action dans la surface, mais Trott s'interpose encore avec autorité.

La délivrance arrive finalement à la 57e minute. Facundo Buonanotte, très juste dans l'entrejeu, participe à la construction avant de servir Garnacho. L'ailier argentin ne tremble pas et envoie une frappe précise dans le coin droit du but pour ouvrir le score (0-1).

Mais Cardiff refuse d'abdiquer. À la 75e minute, Perry



Ng centre parfaitement depuis la droite et David Turnbull surgit pour reprendre le ballon d'une frappe splendide qui se loge dans la lucarne droite. Les Gallois reviennent à hauteur et relancent totalement le suspense (1-1).

Chelsea réagit rapidement. À la 82e minute, Andrey Santos trouve Pedro Neto dans la surface. D'une frappe directe et puissante, le Portugais **trompe Trott et**

redonne l'avantage aux siens (1-2). Dans le temps additionnel, João Pedro scelle définitivement la qualification. L'attaquant brésilien glisse une balle précise à Garnacho, qui s'offre un doublé d'une frappe croisée imparable (90+3', 1-3).

Grâce à ce succès maîtrisé dans les derniers instants, Chelsea s'impose 3-1 et se qualifie pour les demi-finales de la Carabao Cup, confirmant ses ambitions dans la compétition.

Coupe du Monde 2026

La FIFA propose des billets pour 51 euros



Plusieurs associations dénonçaient des tarifs « astronomiques » pour assister aux matchs du Mondial qui doit se tenir à l'été 2026 aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique.

Les supporteurs des équipes qualifiées pour la Coupe du monde de football paieront leur billet 60 dollars (environ 51 euros) par match, a annoncé la Fédération internationale de football (FIFA), mardi 16 décembre, en réponse aux associations qui dénonçaient des tarifs « astronomiques ».

Une nouvelle « catégorie «supporter entry» » proposera des billets « à 60 dollars américains chacun et disponibles pour les 104 matchs », y compris la finale de la Coupe du monde, qui réunira 48 équipes à l'été 2026 aux Etats-Unis, Mexique et Canada, a précisé la FIFA dans un communiqué. « Cette initiative vise à soutenir davantage les supporteurs qui suivent leur équipe nationale tout au long du tournoi », a ajouté l'instance dirigeante du football mondial.

Jeudi 11 décembre, l'association Football Supporters Europe (FSE) s'était indignée des « tarifs astronomiques (...) imposés par la FIFA aux supporteurs les plus fidèles ». Selon les informations de FSE qui affirmait avoir vu « les grilles tarifaires publiées progressivement et confidentiellement par la FIFA », suivre son équipe du premier match jusqu'à la finale « coûterait au minimum 6 900 dollars [environ 6 000 euros] » à un supporteur, « soit près de cinq fois plus que lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar ».

Selon la FIFA, « 20 millions de demandes de billets ont été reçues à ce jour pendant la phase actuelle de vente par tirage au sort », qui a commencé jeudi 11 novembre.

Arsenal

Ben White blessé sera absent pendant un mois



Arsenal perd un autre joueur clé sur blessure.

Selon The Sun, le défenseur central londonien de 28 ans Ben White a passé des examens médicaux qui ont révélé qu'il sera écarté des terrains pendant environ cinq semaines en raison d'une blessure aux ischio-jambiers.

Samedi dernier, White était titulaire avec les « Gunners » lors du match contre Wolverhampton pour la 16e journée de Premier League anglaise. Toutefois, il a dû quitter la pelouse dès la 31e minute en raison d'une gêne au genou.

Après les examens réalisés il est désormais clair qu'Arteta perd encore un défenseur pour une période non négligeable.

Dans l'infirmerie d'Arsenal figurent également Mosquera, Magalhães, Havertz et Douman.

La rencontre s'est tout de même soldée par une victoire 2-1 d'Arsenal, permettant aux « Gunners » de conserver la tête du classement.

White avait déjà manqué le début de saison à cause d'une blessure et a mis du temps à retrouver la forme. À ce jour, il n'a disputé que 11 rencontres toutes compétitions confondues, délivrant une seule passe décisive.